



Chapitre T-3

LOI CONCERNANT LA TAXE SUR LES REPAS ET L'HÔTELLERIE

«établissement».

1. Dans la présente loi le mot «établissement» désigne:

a) tout établissement spécialement aménagé pour que, moyennant paiement, on y trouve habituellement à loger ainsi que tout établissement spécialement aménagé pour que, moyennant paiement, on y trouve habituellement à manger,

b) un local où des boissons alcooliques sont vendues pour consommation sur place,

c) un convoi de chemin de fer, un navire au Québec, dans lequel des repas ou boissons alcooliques sont servis,

d) une entreprise qui vend, livre ou sert des repas pour consommation à l'extérieur,

e) une taverne au sens de l'article 18 de la Loi sur la Commission de contrôle des permis d'alcool (chapitre C-33).

Exceptions.

2. Cependant, ce mot ne désigne pas:

a) un établissement où, moyennant paiement à la semaine ou au mois, on trouve habituellement à loger, ou à loger et à manger,

b) une institution d'éducation, de charité, d'hospitalisation ou de refuge ou une autre institution similaire.

S. R. 1964, c. 73, a. 1; 1965 (1^{re} sess.), c. 30, a. 1; 1969, c. 33, a. 1; 1971, c. 19, a. 200.

Taxe sur les repas.

2. 1. Une taxe de 10% est imposée sur le prix dû ou payé de chaque repas de plus de trois dollars vingt-cinq, donné ou pris dans un établissement ou vendu, livré ou servi par une personne qui tient un établissement.

Fraction de cent.

2. Toute fraction d'un cent de cette taxe doit être comptée comme un entier.

Boissons.

3. Le prix du repas comprend également celui des boissons qui sont vendues, livrées ou servies avec le repas.

Boisson alcoolique.

4. La taxe prévue au paragraphe 1 est également imposée sur le prix de toute boisson alcoolique vendue dans un établissement pour consommation sur place ainsi que sur le prix de tout liquide vendu ou servi avec cette boisson lorsque cette vente a eu lieu à l'occasion d'un repas de trois dollars vingt-cinq ou moins ou sans repas.

Eau gazéifiée.

5. Cette taxe est également imposée sur le prix de toute eau

	gazéifiée, additionnée d'une essence ou d'un sirop, qui est vendue, livrée ou servie par une personne qui tient un établissement, à l'occasion d'un repas de trois dollars vingt-cinq ou moins ou sans repas.
Taxe sur le logement.	6. Une taxe de 8% est imposée sur le prix du logement dans un établissement.
Taxe sur le logement.	7. Nonobstant le paragraphe 1, lorsque le prix du logement comprend celui d'un repas, le taux de la taxe applicable au prix total est de 8%.
Employés exemptés.	8. La taxe n'est pas exigible des personnes employées dans un établissement sur le prix du logement ou des repas que leur fournit celui qui tient l'établissement, mais cette exemption ne s'applique pas aux boissons alcooliques ni aux eaux gazéifiées, additionnées d'une essence ou d'un sirop.
Exception.	9. La taxe n'est pas imposée sur le prix de la bière et du cidre léger servis dans une taverne.
Perception lors de la vente.	10. Que le prix soit stipulé payable comptant, à terme, par versements ou de toute autre manière, la taxe imposée par le présent article doit être perçue lors de la vente sur tout le prix du contrat par la personne qui tient l'établissement.
	S. R. 1964, c. 73, a. 2; 1965 (1 ^{re} sess.), c. 30, a. 1; 1966-67, c. 36, a. 1; 1969, c. 33, a. 2; 1970, c. 23, a. 1; 1970, c. 15, a. 28; 1971, c. 28, a. 1; 1973, c. 17, a. 171; 1975, c. 27, a. 1; 1977, c. 28, a. 1.
Comptabilité.	3. 1. La personne qui tient un établissement doit préparer et garder une addition ou note du prix des repas, boissons ou logement fournis sur laquelle le montant de la taxe doit être inscrit séparément. Cette taxe doit être payée par la personne qui doit ou paie cette addition ou note, à la personne qui tient l'établissement, laquelle agit en ce cas comme mandataire du ministre du revenu et doit percevoir et remettre cette taxe mensuellement au ministre du revenu.
Indemnité.	2. Le ministre du revenu peut allouer à la personne qui tient l'établissement, pour la perception de la taxe et sa remise au Québec, toute indemnité que pourra déterminer le gouvernement.
Rapport mensuel.	3. Toute personne qui tient un établissement, ou à qui un certificat d'enregistrement a été délivré en vertu de l'article 5, doit remettre au ministre du revenu, dans les quinze premiers jours de chaque mois, un rapport en la forme prescrite par lui du montant de la taxe perçue par elle pendant le mois précédent même si elle n'a rien perçu. Elle doit aussi faire remise dans ce délai de quinze jours de la taxe perçue pendant ce mois.
	S. R. 1964, c. 73, a. 3; 1965 (1 ^{re} sess.), c. 30, a. 2; 1971, c. 28, a. 2; 1975, c. 27, a. 2.
Une seule addition.	4. Lorsqu'il n'y a qu'une seule addition pour plusieurs personnes,

cette addition ne doit pas être divisée suivant le nombre des personnes.

S. R. 1964, c. 73, a. 4; 1965 (1^{re} sess.), c. 30, a. 3.

- | | |
|---|--|
| Certificat d'enregistrement. | 5. 1. Personne ne doit tenir un établissement, à moins que sur sa demande, un certificat d'enregistrement ne lui ait été délivré en vertu de la présente loi et ne soit en vigueur. |
| Demande. | 2. La demande pour l'obtention d'un certificat d'enregistrement doit être transmise au ministre du revenu. |
| Emission. Garde du certificat. | 3. Ce certificat d'enregistrement doit être émis par le ministre du revenu ou par toute autre personne qu'il peut désigner. Il doit être gardé à la principale place d'affaires de la personne qui tient l'établissement, et ne peut être transféré. |
| Refus du ministre. | 4. Le ministre du revenu doit refuser un certificat d'enregistrement à une personne qui ne s'est pas conformée à la Loi sur la Commission de contrôle des permis d'alcool (chapitre C-33) ou à la Loi sur l'hôtellerie (chapitre H-3). |
| Refus du ministre. | 5. Le ministre peut refuser un certificat d'enregistrement à toute personne trouvée coupable d'une infraction à la présente loi. |
| Suspension ou annulation du certificat. | 6. Il peut également, dans le cas d'une personne trouvée coupable d'une telle infraction, suspendre ou annuler le certificat. |
| Cautionnement. | 7. Le ministre peut exiger de toute personne, comme condition de l'émission ou du maintien en vigueur d'un certificat en son nom, un cautionnement dont il fixe le montant si cette personne: <ul style="list-style-type: none"> a) a été trouvée coupable d'une infraction à la présente loi; b) est insolvable; ou c) est redevable de droits, au sens de la Loi sur le ministère du revenu (chapitre M-31), et ne conteste pas son obligation de payer ces droits devant le tribunal compétent. |
| Montant. | Dans le cas de l'émission d'un certificat, le montant du cautionnement ne peut être supérieur à \$5,000. |
| Montant. | Dans le cas du maintien en vigueur d'un certificat, le montant du cautionnement est fixé en tenant compte du montant de la taxe que cette personne devait remettre à l'égard des six mois précédant la date à laquelle le cautionnement est exigé. |
| Renseignements requis. | 8. Les renseignements suivants sont requis quand un certificat est demandé: <ul style="list-style-type: none"> a) par une ou plusieurs personnes faisant affaires sous un nom collectif ou une raison sociale, — leurs noms et adresses; b) par une société, — le nom et l'adresse de chaque associé; c) par une corporation, un club, une association ou un syndicat, — le nom et l'adresse du président, s'il réside au Québec; sinon, le nom et l'adresse de son gérant ou représentant au Québec, de même que l'adresse de sa place d'affaires au Québec. |

S. R. 1964, c. 73, a. 5; 1965 (1^{re} sess.), c. 30, a. 4; 1971, c. 19, a. 200; 1971, c. 28, a. 3; 1977, c. 28, a. 2.

- Infractions et peine.** **6.** 1. Toute personne qui:
- a) ne fournit pas un rapport ou tout autre document ou renseignement, en la manière et à l'époque prescrites en vertu de la présente loi ou des règlements adoptés par le gouvernement en vertu de la présente loi; ou
 - b) étant mandataire du ministre, refuse ou néglige de percevoir la taxe, d'en tenir compte, d'en faire rapport ou d'en faire remise, le tout conformément aux dispositions de la présente loi ou des règlements adoptés par le gouvernement en vertu de la présente loi, commet une infraction et est passible d'une amende d'au moins vingt-cinq dollars pour chaque jour que dure l'infraction.
- Infractions et peine.** 2. Toute personne qui:
- a) tient un établissement sans être munie d'un certificat d'enregistrement encore valide, ou contrevient autrement à l'article 5 ou aux règlements adoptés par le gouvernement en vertu de la présente loi;
 - b) contrevient au paragraphe 1 de l'article 3, commet une infraction et encourt une amende d'au moins deux cents dollars et d'au plus cinq mille dollars.
- S. R. 1964, c. 73, a. 7; 1965 (1^{re} sess.), c. 30, a. 5; 1971, c. 28, a. 4 (*partie*); 1972, c. 25, a. 20, a. 24.
- Peine pour omission de remettre les taxes.** **7.** Toute personne qui omet, dans le temps prescrit, de faire rapport et remise des taxes qu'elle a perçues, devait percevoir ou devait payer, encourt une peine de cinq pour cent de ces taxes ou, si ce pourcentage résulte en une somme inférieure à dix dollars, une peine de dix dollars en sus de ces taxes et intérêts.
- Peine additionnelle.** La peine établie à l'alinéa précédent est encourue de nouveau le seizième jour de chaque mois qui suit la date à laquelle le paiement de la première peine devenait exigible; cependant le montant total de telles peines se rapportant à une même omission ne doit pas excéder cinq fois celui de la première peine.
- 1971, c. 28, a. 4.
- Peine pour évasion fiscale.** **8.** 1. Toute personne qui, volontairement, élude ou tente d'éluder le paiement, la perception ou la remise des taxes prévues par la présente loi, est passible d'une peine, que fixe le ministre, d'au moins vingt-cinq pour cent et d'au plus cinquante pour cent du montant de la taxe dont cette personne a éludé ou tenté d'éluder le paiement, la perception ou la remise.
- Peine pour négligence dans déclaration.** 2. Si une personne, sciemment ou dans des circonstances qui équivalent à de la négligence flagrante, fait un énoncé ou une omis-

sion, dans une déclaration, un certificat, un état ou une réponse fait ou produit en vertu de la présente loi, ou y participe ou y acquiesce, et s'il résulte de cet énoncé ou de cette omission que la taxe qui serait à payer ou à remettre par cette personne, si elle était cotisée d'après les renseignements fournis, est inférieure à la taxe qu'elle doit payer ou remettre, cette personne encourt une peine de vingt-cinq pour cent de la différence entre ces deux montants.

Peines non cumulatives.

3. Nul n'encourt, à l'égard d'un même énoncé ou d'une même omission, à la fois la peine prévue au paragraphe 1 et celle prévue au paragraphe 2, ou à la fois une peine prévue au présent article et le paiement d'une amende prévue à l'article 6, à moins que, dans ce dernier cas, la peine n'ait été imposée avant que ne soit intentée la poursuite donnant lieu à l'amende.

1971, c. 28, a. 4.

Injonction.

9. En plus des recours spécialement prévus par la présente loi, pour toute violation de ses dispositions, le procureur général de Sa Majesté du chef du Québec peut demander à un juge de la Cour supérieure d'accorder contre toute personne qui tient un établissement au sens de la présente loi, sans avoir au préalable obtenu ou sans détenir un certificat d'enregistrement encore valide, une injonction ordonnant la fermeture de son établissement, tant qu'un certificat d'enregistrement ne lui aura pas été délivré ou remis et que tous les frais n'auront pas été payés.

Caution non requise.

Le procureur général est dispensé de fournir caution.

S. R. 1964, c. 73, a. 8; 1965 (1^{re} sess.), c. 30, a. 5.

Subvention sur taxe perçue.

10. En vue d'aider au financement des municipalités ayant une population d'au moins 150,000 habitants, selon le dernier recensement fait en vertu de l'article 18 de la Loi sur la statistique (Statuts du Canada), chacune de ces municipalités a droit, pour chaque exercice financier à compter du 1^{er} avril 1974, à une subvention payable à même le fonds consolidé du revenu égale à 50% de la taxe perçue sur son territoire en vertu de la présente loi pendant le même exercice.

1974, c. 22, a. 1.

Mode de paiement.

11. Chaque municipalité visée à l'article 10 reçoit:

a) au plus tard les quinzième et dernier jours de chaque mois de chaque exercice financier un montant égal à 1/24 de 50% de la taxe perçue sur son territoire en vertu de la présente loi pendant le dernier exercice financier pour lequel le montant de cette taxe est connu; et

b) au plus tard le dernier jour du troisième mois qui suit la fin

- de chaque exercice financier, le solde de la subvention visée audit article.
- Déduction d'excédent. Lorsque l'ensemble des montants reçus en vertu du paragraphe *a* du premier alinéa pour un exercice financier excède le montant de la subvention visée à l'article 10 pour cet exercice financier, cet excédent est déduit, jusqu'à extinction, de chacun des premiers montants autrement recevables en vertu dudit paragraphe et subséquents au paiement du quinzième jour du troisième mois qui suit la fin de l'exercice financier; toutefois, chaque déduction ne peut en aucun cas excéder la moitié d'un montant autrement recevable.
- 1974, c. 22, a. 1.
- Règlements. **12.** Le gouvernement peut faire, modifier, remplacer et abroger tous règlements et toutes formules qu'il croit nécessaires à la mise à exécution des dispositions précédentes.
- Règlements. Il peut aussi, par règlement, définir les expressions «repas» et «repas pour consommation à l'extérieur».
- Il peut aussi par règlement exiger que la personne qui tient l'établissement:
- a)* Se serve du système de pièces justificatives déterminé dans le règlement afin de permettre à la couronne de contrôler la perception et la remise de la taxe;
- b)* Reçoive le vérificateur dans l'établissement et lui remette les livres et documents que cet officier requiert.
- Entrée en vigueur sur publication. Tout règlement adopté à partir du 1er juillet 1969 en vertu du présent article entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute autre date ultérieure qui y est fixée pour cette fin.
- S. R. 1964, c. 73, a. 10; 1969, c. 33, a. 3.
- Application de la loi. **13.** Le ministre du revenu est chargé de l'application de la présente loi.
- 1971, c. 28, a. 12.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 73 des Statuts refondus, 1964, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre T-3 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

TABLE DE CONCORDANCE

STATUTS REFONDUS, 1964

LOIS REFONDUES, 1977

Chapitre 73

Chapitre T-3

LOI DE LA TAXE SUR
LES REPAS ET L'HÔ-
TELLERIE

*Loi de la taxe sur les
repas*

LOI CONCERNANT
LA TAXE SUR LES RE-
PAS ET L'HÔTELLERIE

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
1	1	
par. 1	par. 1	
par. 2	par. 2	
s.-par. a) - b)	s.-par. a)	Remplacés 1969, c. 33, a. 1
s.-par. c)	s.-par. b)	
2	2	
par. 1 - 4	par. 1 - 4	
par. 4a	par. 5	
par. 5	par. 6	
par. 5a	par. 7	
par. 6	par. 8	
par. 7	par. 9	
par. 8	par. 10	
3 - 5	3 - 5	
6		Abrogé 1972, c. 25, a. 19
7	6	
par. 1	par. 1	

TAXE SUR LES REPAS ET L'HÔTELLERIE

S.R. 1964, c. 73	L.R. 1977, c. T-3	
ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
par. 2	par. 2	
s.-par. a)	s.-par. a)	
s.-par. b)		Implicitement abrogé 1972, c. 22, a. 97
s.-par. c)	s.-par. b)	
7a	7	
7b	8	
8	9	
8a		Abrogé 1972, c. 25, a. 21
9		Abrogé 1972, c. 25, a. 22
9a	10	
9b	11	
10	12	
10a		Abrogé 1972, c. 25, a. 23
11		Abrogé 1971, c. 28, a. 7
11a		Abrogé 1972, c. 25, a. 24
11b		Abrogé 1972, c. 25, a. 25
11c - 11d		Abrogé 1972, c. 25, a. 26
11e		Abrogé 1971, c. 28, a. 9
11f		Abrogé 1972, c. 25, a. 27
11g		Abrogé 1972, c. 25, a. 28
11h - 11k		Abrogé 1972, c. 25, a. 29

S.R. 1964, c. 73

L.R. 1977, c. T-3

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

11/

Abrogé 1972, c. 25, a. 30

11m

13

La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.

Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans la refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.

